

Des femmes contre le piège du microcrédit

Ces dernières années, des voix se sont élevées dans les pays du Sud pour dénoncer les conséquences parfois dramatiques du microcrédit sur les populations les plus démunies : surendettement, pressions psychologiques pour rembourser et drames humains se succèdent. Face à un système qui peut être perverti et sournois, l'action collective s'organise.

Sandrine Lana

En 2011, Amina Mourad et Nasser Ismaïni créent le Mouvement de soutien aux victimes du microcrédit à Ouarzazate, au sud du Maroc. Ils sont alors les premiers dans ce pays à dénoncer les abus de confiance subis par plusieurs milliers de personnes, surtout des femmes, ayant contracté un petit emprunt à une association de microcrédit (AMC). En février 2011, la contestation gagne la rue et, étranglés par des remboursements à un taux d'intérêt pouvant être supérieur à 30 %, beaucoup d'emprunteurs cessent de payer leur mensualité. Leur combat, c'est un peu celui de David contre Goliath. Celui d'une population rurale du sud du Maroc contre des AMC soutenues par l'État, par des organisations internationales ou par des fonds internationaux pour le développement.



Au premier plan, Émilie Atchaka, de la CADD Bénin, partage avec d'autres femmes son expérience d'alternative concrète au microcrédit : la création d'une mutuelle d'épargne-crédit solidaire et autogérée par les femmes (Source : CADTM).

En avril 2014, une Caravane de femmes a sillonné les zones rurales du sud du Maroc pour soutenir le mouvement contre le microcrédit.

“IL FALLAIT FAIRE DU CHIFFRE”

Les témoignages des victimes de Ouarzazate ne représenteraient qu'une infime partie des dérives de cette économie qui concerne près de 200 millions de personnes dans le monde, dont une majorité de femmes à qui l'on colle l'image ancestrale de bonne gestionnaire du foyer. Isabelle Guérin, socio-économiste à l'Université Paris Diderot et auteure de nombreux ouvrages sur le sujet, a rencontré de nombreuses victimes des AMC. *“Au Maroc, la situation est même relativement saine bien que le pays ait connu une grosse crise du microcrédit en 2008. Ouarzazate pourrait à présent être une dérive localisée dans le pays. La situation est beaucoup plus problématique en Inde, au Pakistan et en Amérique latine.”*

Les militants du CADTM Afrique (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde) ont documenté et relayé les témoignages de Ouarzazate¹. Un ancien employé d'une AMC confirme que le microcrédit est devenu un produit financier à destination des pauvres qui doit être rentable : *“Il fallait foncer sans réfléchir, faire du chiffre. En cas d'impayés, le client est littéralement harcelé. Quand c'était une femme qui contractait un prêt, on allait voir son mari, son père, on impliquait toute la famille [...]. On ne parlait pas de taux d'intérêt*



La Caravane internationale de solidarité avec la lutte des femmes contre le microcrédit, organisée par ATTAC/CADTM Maroc et l'Association de protection populaire pour le Développement Social, a sillonné la région de Ouarzazate en avril 2014.



Sur cette photographie prise le 13 octobre 2010, des activistes indiennes de l'association de femmes AIDWA (All-India Democratic Women's Association) protestent contre les institutions de microfinance (IMF) devant la banque de la réserve fédérale indienne à Hyderabad. Elles reprochent en particulier au gouvernement de ne pas arriver à réguler les IMF, accusées de pratiquer des taux d'intérêt exorbitants et acculant des femmes précaires à mettre fin à leurs jours.

avec les clients, seulement du montant des traites.”

Une cliente évoque son expérience: *“J’ai pris un crédit de 48.000 dirhams [soit 4.405 euros, ndlr] et je dois en rembourser 75.000! Mais nous restons unis et solidaires. Nous n’arrêterons pas [de dénoncer le microcrédit, ndlr] à cause du procès d’Amina et Nasser.”* Les fondateurs du Mouvement de soutien aux victimes du microcrédit sont en effet sous le coup d’une procédure judiciaire pour insultes et diffamation, déposée par une AMC. Une mesure d’intimidation pour ces militants. Cependant, grâce à la mobilisation locale et aux associations partenaires étrangères, le procès a été suspendu. En avril 2014, une Caravane de femmes a sillonné les zones rurales du sud du Maroc pour soutenir le mouvement contre le microcrédit. Des femmes (et quelques hommes aussi!) venues du Maroc, d’Europe, d’Amérique du Sud et d’Afrique de l’Ouest ont clamé leur solidarité avec les femmes de Ouarzazate.

PARTAGER LES RISQUES

Mais au fond, le microcrédit permet-il vraiment de sortir de la pauvreté? Isabelle Guérin incite les acteurs à revoir leur copie. *“Il faut être clair, le microcrédit ne crée pas plus d’emploi sauf s’il bénéficie à un petit entrepreneur déjà actif mais il ne transformera pas*

tous les pauvres en commerçants.” Et la chercheuse de rappeler que *“les pays d’Afrique n’ont pas attendu le microcrédit. Les systèmes d’épargne et de prêt ancestraux – en nature par exemple – fonctionnent toujours bien et c’est là où ces systèmes n’existent pas que le microcrédit peut s’implanter.”* La socio-économiste a visité de nombreuses régions du monde et décrypté les alternatives viables au système du microcrédit: *“Je suis d’une part convaincue qu’il faut associer les populations locales aux prises de décisions et d’autre part qu’il faut régler le problème de la prise de risques qui n’est supportée que par les clients depuis la crise des*



En quelques mots

- Les microcrédits concernent majoritairement des femmes: elles sont les premières cibles de ces initiatives visant officiellement à les faire sortir de la pauvreté.
- En réalité, beaucoup d’institutions financières capitalistes font du profit sur le dos des bénéficiaires et pratiquent des taux d’intérêt très élevés.
- Du Maroc au Bénin, les femmes s’unissent pour protester contre ces pratiques qui les appauvrissent et construire de véritables alternatives.



© Belga/AFP/Noah Seelam

Des activistes indiennes de l'association de femmes AIDWA (All-India Democratic Women's Association) protestent contre les institutions de microfinance (13 octobre 2010).

subprimes² aux États-Unis. On gagnerait à imaginer un dispositif où les risques seraient partagés entre le créancier et le client en cas de défaut de paiement."

BANQUE SOLIDAIRE BÉNINOISE

Au Bénin, une alternative s'est inspirée des modèles d'épargne ancestraux et a basé ses pratiques sur le partage des risques... et des bénéfices! En 1993, des victimes du microcrédit, exclus du système bancaire classique, se sont réunis pour imaginer une alternative économique éthique, le Cercle d'Auto-promotion pour le Développement Durable (CADD). Émilie Atchaka était revendeuse de produits importés lorsqu'elle a rejoint ce réseau qui compte aujourd'hui 4.000 membres au sud et au centre du pays. C'était il y a 18 ans. Après s'être formée en informatique et à l'animation, elle est devenue animatrice communautaire du CADD près de Cotonou. "Au Bénin, les sociétés de microcrédit profitent des populations locales en leur faisant signer des contrats en français, langue qu'elles ignorent souvent. Au CADD, ce sont ces mêmes populations qui ne parlent pas français et en particulier les femmes, qui sont aux commandes."

Cette structure autogérée a donné vie à diverses activités. La plus emblématique

est la banque de dépôt grâce à laquelle le CADD octroie des crédits à un taux de 6 % par an (contre 30 % en général auprès d'une AMC). Les intérêts générés sont ensuite redistribués entre tous les membres de cette banque solidaire et en financent le fonctionnement: rémunération de l'épargne, salaires des quatre employées, formation et animation des membres. "La formation permet de les informer des lois et des politiques qui les concernent, détaille Émilie. C'est grâce à cela que nos femmes sont aujourd'hui capables de faire le lien entre le contexte international et leur petite situation. Certaines femmes sont même allées à Ouagadougou en 2014 apporter leur soutien aux victimes du microcrédit". Des ateliers d'animation sur la dette, sur les droits des femmes et des enfants viennent renforcer la communauté. "Aujourd'hui, les femmes participent à la vie de la cité en votant pour les élus qui les représentent vraiment", conclut-elle.

FINANCE BOULE DE NEIGE

L'action locale et coopérative dans une perspective d'inclusion sociale remplace ici le système du microcrédit individuel. S'appuyant sur son expertise, Isabelle Guérin n'envisage pas l'avenir radieux malgré ces initiatives émergentes. "Je

"La formation permet d'informer nos femmes des lois et des politiques qui les concernent. C'est grâce à cela qu'elles sont aujourd'hui capables de faire le lien entre le contexte international et leur petite situation."

suis très pessimiste car, globalement, on ne pense le développement que par l'extension sans limites du marché capitaliste dans lequel les populations les plus pauvres ne pourront pas s'intégrer."

À son échelle, Émilie Atchaka est quant à elle convaincue de l'effet boule de neige des actions de son réseau. "Cette finance solidaire est la clé du développement local et régional du CADD." Ce dernier espère bientôt couvrir l'ensemble du Bénin. Son expérience est soutenue par des organisations internationales telles que le CADTM, l'asbl Quinoa et la Coalition des Alternatives Africaines Dettes et Développement (CAD) Mali. Émilie sait que le CADD est capable d'aller plus loin dans son travail auprès des communautés rurales pour permettre leur émancipation de manière éthique. Les projets sont nombreux comme l'illustrent l'ouverture prochaine d'un commerce de produits locaux et la création d'une mutuelle de santé... "On connaît les dégâts causés par les organismes de microcrédit et on dit: dégage, microcrédit, dégage!", conclut-elle. ■

1 Le microcrédit ou le business de la pauvreté, 2014, ATTAC/CADTM MAROC.

2 C'est cette crise qui, en 2008, a déclenché une tempête financière mondiale et, en réaction, une vague de politiques d'austérité que les femmes subissent aujourd'hui partout dans le monde (ndlr).